



## LE DIALOGUE SOCIAL SE DEGRADE !!!

Sud santé sociaux souhaite porter à la connaissance de l'ensemble des salarié·es de l'association l'échange qui s'est produit le vendredi 21 janvier lors d'un CSSCT suite à l'expression par les salarié·es d'un service de conditions de travail alarmantes et génératrices de mal-être. Au cours de cette réunion, des propos intolérables ont été tenus par le président du CSE, représenté par délégation du Conseil d'Administration par le Directeur Général de la Sauvegarde 56.

**NON** Monsieur le Directeur Général, les élu·es et les salarié·es en souffrance ne cherchent pas à "casser du cadre", par contre la question inverse se pose ;

**NON** Monsieur le Directeur Général, les élu·es et salarié·es ne pratiquent pas la "délation" quand iels interpellent la direction sur les dysfonctionnements graves auxquels iels sont confronté·es, mais se tournent vers ce qu'iels pensent légitimement être une bouée de sauvetage ;

**NON** Monsieur le Directeur Général, les élu·es et salarié·es n'éprouvent aucune "jouissance" à rédiger un courrier exposant une situation intenable, cette solution étant le dernier recours pour tenter de se faire entendre.

Les élu·es ont été sidérés par la violence des propos du Directeur Général. Le signal envoyé par la direction est grave et est une nouvelle étape dans l'absence de considération des collègues au bout du rouleau qui ont la force de s'exprimer. L'action sociale et solidaire, ce n'est pas qu'un slogan, c'est également des valeurs que nous souhaiterions voir en interne.

Dans ces conditions, les élu·es de la liste Sud santé sociaux exigent la présence d'un tiers tel la médecine ou l'inspection du travail au prochain CSE. En leurs absences, iels n'y siègeront pas.

NB : les termes entre guillemets sont ceux du Directeur Général, prononcés lors de la réunion.